

# Après les attentats

## Pirates sur le Net

De nombreux sites français, dont celui du collectif du Forum des Droits humains d'Orléans (27 associations), ont été piratés. Des messages intégristes ou de menaces apparaissent...

Un chiffre  
**10.000** militaires (quelques dizaines sur le Loiret) seront déployés, dès aujourd'hui, pour assurer la sécurité des « points sensibles ».

## « Charlie Coulibaly »

Une enquête a été ouverte, hier, pour apologie du terrorisme à l'encontre du polémiste Dieudonné, domicilié en Eure-et-Loir. Sur sa page Facebook, il a dit se sentir « Charlie Coulibaly ».

**JIHADISME** ■ Jean-Pierre Sueur, rapporteur de la commission parlementaire, examine les moyens de lutte

# Un sénateur du Loiret monte au front

Les jihadistes français qui combattent en Syrie transitent par la Turquie. Le parlementaire est allé à Ankara afin de mieux percevoir les filières.

Philippe Ramond  
philippe.ramond@centrefrance.com

Comment remédier aux failles évoquées samedi dernier par le Premier ministre ? Comment contrer l'offensive jihadiste afin d'améliorer la sécurité des Français ?

La semaine dernière, la « commission parlementaire de lutte contre le jihadisme », présidée par Nathalie Goulet, sénatrice PS de l'Orne, effectuait un déplacement en Turquie, pays par lequel transitent les ressortissants français désireux de combattre pour le jihad en Syrie. « Nous ne pensions pas être ainsi au cœur d'une actualité aussi dramatique », explique Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret et rapporteur de ladite commission.

## Une mission considérable mais indispensable

**1 Une commission, pour quoi faire ?** Depuis deux mois, la commission a procédé à de nombreuses auditions dans les ministères et services concernés (Intérieur, Défense, Justice, Affaires étrangères ; DGSE, sécurité intérieure, etc.) afin d'aboutir à des mesures concrètes. Elles seront proposées début avril. « En Turquie, avec les autorités locales et les Français sur place, nous avons étudié de très près ce qui se passe quand des Français désireux de rejoindre Daesh (\*) sont pris en main par des ré-



**MISSION.** Cerner la nature des échanges dans les prisons françaises, percevoir les réalités du terrain (en haut à droite, camp turc de réfugiés de Kilis) : le rapport que rendra Jean-Pierre Sueur, début avril, nécessite un vrai travail de fond.

seaux très organisés », indique Jean-Pierre Sueur.

**2 Prison, foyer de radicalisation.** Comment et pourquoi des musulmans sombrent dans la radicalisation ? La prison et l'Internet sont passés au crible par la commission. « Nous avons reçu des responsables de l'administration pénitentiaire et irons visiter des prisons », explique Jean-Pierre Sueur. Il rejette l'idée qui consisterait d'installer toutes les personnes radicalisées. « Nous allons aussi examiner, sans porter atteinte à la liberté des religions, les méthodes des imams qui, comme les aumôniers, sont agréés pour in-

tervenir en prison. Il faut éviter que, sous couvert de religion, une entreprise de radicalisation qui aboutirait à la négation des principes républicains, puisse voir le jour ».

**3 Financement de Daesh.** Le sénateur s'intéresse à la « puissance financière considérable » de Daesh qui « vend beaucoup de pétrole. Ce qui signifie que certains l'achètent ».

**4 Internet, espace de non-droit.** De la même manière, l'Internet mérite une plus grande attention. Or, les majors de la Toile (Facebook, Tweeter, Google, etc.) reprochaient à l'article 20 de la récente loi de programmation qui a été bel et

bien été voté, des atteintes aux libertés. « Il s'agissait, sous certaines conditions, de permettre aux services de renseignement d'accéder aux données de connexion (et non au contenu). Cet aspect n'était évidemment pas traité dans la loi de 1971 pour des raisons évidentes d'avancées technologiques », dit le sénateur. Il s'étonne de cet émoi, en France, des ténors de la Toile qui, « aux États-Unis, ne se privent pas de communiquer des infos à la NSA (Agence nationale de la sécurité) ».

**5 Indispensable mais difficile coopération européenne.** Jean-Pierre Sueur salue les pistes de travail citées par Bernard Caze-

neuve, ministre de l'Intérieur, qui plaide pour une étroite collaboration européenne, notamment sur les frontières de l'espace Schengen. Le parlementaire du Loiret évoque aussi la volonté de créer un registre européen des données personnelles des voyageurs aériens, de type PNR (Passenger name record). Les compagnies aériennes, lors des procédures de réservation et d'enregistrement, recueillent nom, adresse, numéro de téléphone, données liées au paiement, à l'agence de voyage, informations concernant bagages et numéro du siège du passager.

Aux États-Unis, ces données sont conservées durant cinq ans dans une base de données active. « Nous devrions avoir le même principe. Or la Cour européenne refuse, tout comme notre commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Quand on a besoin d'une information sur un passager, on demande aux Américains. C'est ridicule », confie la sénatrice Nathalie Goulet à nos confrères de *Paris Match*.

L'union... européenne n'est pas simple : les Européens ne parviennent pas à s'entendre sur la définition de « combattant étranger ». Plus de mille Français (dont plusieurs dizaines pour le seul Loiret) ont rallié les mouvements radicaux islamistes en Syrie et en Irak. Mais les règles de fichage diffèrent d'un pays à l'autre. De plus, le Renseignement et la Justice constituent des compétences souveraines des États. Craignant de les perdre, ils répugnent à travailler avec Europol ou Interpol. Pourtant, la parlementaire Nathalie Goulet reste convaincue que « le Renseignement est le pivot de notre sécurité ». Mais il y a, manifestement, encore loin de la coupe aux lèvres. ■

(\*) *Daesh est l'acronyme arabe de « Etat islamique en Irak et au Levant ».*

## La prison, « une bombe à retardement » selon un syndiqué

Au lendemain des marches républicaines qui ont rassemblé plusieurs millions de personnes, l'heure est à la riposte contre le terrorisme. Parmi les propositions évoquées : l'isolation des détenus islamistes radicaux dans les prisons françaises.

Une suggestion jugée comme une première étape contre la tentation de radicalisation de la part de jeunes musulmans incarcérés, selon l'imam orléanais Choukri Rifai. « Cela peut-être une bonne chose. Il faut éviter que le mal se propage. » Il avoue, cependant, que cette



**TERRORISME.** L'isolement à l'étude. PHOTO C.B

proposition est insuffisante. « Il faut plus d'aumôniers musulmans dans les prisons », ajoute-t-il, pour ne pas laisser la place à des prêcheurs autoproclamés. Justement, selon nos confrères de *l'Echo républicain*, le président du Conseil régional du culte musulman (CRCM), Bouchaïb Erraji, et le préfet de région, Michel Jau, doivent se rencontrer, lundi prochain, pour faire un état des lieux.

### Une « politique permissive » dénoncée

Une modeste réponse face à l'ampleur de la problématique,

selon Aymeric Regneau, représentant du syndicat UFAP-UNSA du centre pénitentiaire d'Orléans-Saran, pointant la « politique permissive » menée depuis des années. « Les prisons sont des bombes à retardement. C'est l'école de la délinquance. Il faut tout remettre à zéro », préconise-t-il. S'il juge « impossible » l'isolement - aussi bien d'un point de vue technique que juridique - il s'interroge également sur la façon de cibler les détenus. « Nous avons un agent chargé de contrôler les appels téléphoniques de 600 détenus et qui ne maîtrise pas la

langue arabe... De plus, nous avons donné trop de pouvoir aux détenus », dénonce-t-il. Et d'ajouter qu'il a, lui-même, signalé à la direction, des « dizaines de fois », des détenus aux discours qui se radicalisaient. « Mais rien n'a été fait (\*) ».

En attendant de nouvelles directives pour « tuer le problème dans l'œuf », une réunion inter-religieuse est prévue, samedi, derrière les portes de la prison. ■

(\*) Contactée, la direction du centre pénitentier n'a pas répondu à notre demande d'entretien.

Laetitia Roussel  
laetitia.roussel@centrefrance.com